

Termes de référence pour le recrutement d'un(e) consultant(e) en santé, VIH et droits humains

I. Contexte d'intervention

La discrimination, la stigmatisation et les violations des droits humains des Personnes Vivant avec le VIH (PVVIH) et des groupes les plus exposés au risque, constituent d'importants obstacles à la réalisation de l'objectif d'accès universel à la prévention, au traitement, au soin et aux services d'appui.

Les personnes infectées et affectées par le VIH et les populations vulnérables sont souvent discriminées et marginalisées à cause de leur statut ou appartenance à un groupe spécifique, ce qui peut rendre leur accès à des services de prévention, de prise en charge et d'appui, difficile et problématique.

Pour cela, l'implication des institutions académiques nationales dans sensibilisation des en termes Droits humains et VIH et santé représente un principe incontournable dans la lutte contre l'épidémie, notamment dans des contextes où la discrimination des PVVIH.

la prise en compte de la dimension des droits humains comme principe l'importance de faire ressortir de manière plus incisive la dimension de la promotion des droits humains des PVVIH et des groupes vulnérables à travers des actions concrètes visant à réduire la discrimination de ces populations et améliorer leur accès aux services de prévention, de prise en charge et d'appui. Les politiques nationales de lutte contre le VIH à travers notamment la promotion d'un mécanisme de protection pour les victimes de violations de droits humains en relation avec le VIH/sida.

La Tunisie a bénéficié d'une subvention régionale du FM dont l'objectif est de réduire les barrières d'accès aux services de santé et droits humains auprès des groupes à haut risque, ce projet appui également la subvention nationale en matière de plaider auprès des décideurs et ce afin de réduire toutes les formes de discrimination et stigmatisation. En Tunisie la subvention est portée par une coalition d'association à savoir l'ATL MST sida Tunis, ATP+, l'association Ness pour la prévention combinée et l'association Damj.

II. Objectifs de la mission du/de la consultant(e)

- Préparer et faciliter un atelier de plaider pour l'intégration de la composante médicale et Droits Humains dans le programme de l'académie parlementaire.
- Elaborer un support pédagogique académique traitant les domaines de la santé communautaire, le VIH et les droits de l'homme (Elaborer un support d'information sur la santé communautaire et les droits humains au profit des forces de l'ordre, les magistrats